

# Les femmes actrices de changement et le devenir des espaces urbains et ruraux régionaux au Québec

Danielle Lafontaine and Nicole Thivierge

Volume 10, Number 2, 1997

Territoires

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057940ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057940ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lafontaine, D. & Thivierge, N. (1997). Les femmes actrices de changement et le devenir des espaces urbains et ruraux régionaux au Québec. *Recherches féministes*, 10(2), 137–153. <https://doi.org/10.7202/057940ar>

Article abstract

This paper informs about the existence since 1974 of a university based research team, «le GRIDEQ», and underlines its interdisciplinary works in the field of local and regional development in urban and rural areas while integrating the questions of gender differentiation and gender relations. Over the years, efforts have been made to reconceptualize the notion of development, investigating the complexity of sociospatial realities and emphasizing the role of social actors and actresses. This research program has also been a means of sustaining social sciences research in this eastern part of Québec, a peripheral region commonly characterized by economic and demographic problems. Many forms of collaboration between the research team and the social milieu and especially women's group are also discussed. These efforts aim at meeting the needs of individuals participating in new politico-territorial bodies of public management created in all regions of Québec. The objectives of some current research dedicated to «Women actresses of change» are also presented. Some challenges related to the emergence of new forms of regulation and sociopolitical cooperation, with regards to women, are finally discussed.

# Les femmes actrices de changement et le devenir des espaces urbains et ruraux régionaux au Québec

Danielle Lafontaine et Nicole Thivierge

Depuis vingt ans, un collectif<sup>1</sup> de recherche interdisciplinaire réunissant des femmes et des hommes de l'Université du Québec à Rimouski s'interroge sur le devenir des espaces régionaux, urbains et ruraux, et l'action des «acteurs» et des «actrices».

À travers l'évolution et l'élargissement de la perspective *actionnaliste* sur le développement sociospatial qui est aujourd'hui la sienne, le GRIDEQ s'est toujours d'abord centré sur l'analyse du cas de l'Est-du-Québec, vaste région géographique, intégrée depuis longtemps, comme on l'indiquera plus loin, au commerce international des ressources naturelles, mais aussi connue depuis le début du siècle (à nos jours) comme «la région la plus pauvre du Québec» et servant ainsi de *lieu exemplaire*. C'est du reste à partir du cas de l'Est-du-Québec que fut mise en œuvre la toute première tentative publique d'aménagement régional au Québec, laquelle devait un peu plus tard déboucher sur la création des régions administratives (1968) sur tout le territoire québécois et surtout être à l'origine d'une démarche publique visant le développement régional qui se poursuit toujours. Celle-ci concerne d'ailleurs désormais non seulement les régions dites périphériques éloignées des grands centres urbains, mais toutes les régions du Québec, Montréal et Québec y compris<sup>2</sup>.

Sur le plan intellectuel comme sur les plans politique et social, l'analyse du rapport du GRIDEQ au milieu<sup>3</sup> tant régional que québécois exigerait un

1. Il s'agit du Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est-du-Québec (GRIDEQ). Fondé en 1974, il réunit onze membres en titre formés dans plusieurs disciplines (quatre femmes et sept hommes) et de nombreux collaborateurs et collaboratrices. Les deux auteures sont membres du collectif, Danielle Lafontaine ayant assumé la direction du groupe pendant six ans. Plusieurs programmes d'études supérieures ont par ailleurs été mis sur pied par les membres du GRIDEQ : une maîtrise en développement régional (offerte depuis 1978) et, plus récemment, un doctorat en développement régional (avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)) et un diplôme de deuxième cycle en administration publique régionale (avec l'École nationale d'administration publique (ENAP)).
2. Le pas le plus récent en la matière est le dépôt du projet de loi 171, dite Loi sur le ministère du Développement des régions, dont l'étude a commencé en décembre, voir Assemblée nationale (1997).
3. Les questions des rapports université-milieu, et celles des rapports entre les connaissances et l'action sociale également, sont demeurées l'objet d'une préoccupation centrale et constante au GRIDEQ. Dans GRIDEQ (1993), d'autres éléments d'analyse du collectif sont présentés, de même que des références à plusieurs articles rédigés sur ces questions au fil des années. On notera que si l'on traite surtout ici des rapports au milieu régional et québécois, de nombreuses recherches ont été menées qui visaient à *comparer* les situations observées avec celles qui existent au Canada, en Europe, en Amérique latine et en Afrique. Nous n'abordons pas non plus

traitement sans doute plus approfondi que celui auquel on peut se livrer ici. Rappelons toutefois que le rattachement du collectif à une petite université fondée en 1969 seulement (Thivierge 1994) et localisée dans une région bien précise, l'Est-du-Québec, s'est révélé une situation à la fois pleine d'embûches, mais aussi incroyablement stimulante. Les processus sociaux et humains s'y révélaient peut-être un peu moins intriqués qu'ailleurs et, en conséquence, un peu moins difficiles à observer, notamment sur le plan spatial. Cette région réunit des villes et des villages très nombreux mais peu densément peuplés, surtout répartis le long des littoraux, les échanges ville-campagne y étant à la fois importants et tendus. Surtout, la situation d'ébullition sociale intense, qui n'a cessé de caractériser cette région en transformation, et les appels à l'université pour qu'elle soutienne diverses initiatives du milieu ont constamment exigé différents types de collaboration.

On insistera surtout ici sur le fait que, dès la fin des années 70, l'étude du changement sociospatial a intégré la question fondamentale des acteurs et des actrices, de la différenciation sexuelle et des rapports sociaux de sexe (Lafontaine 1981 et 1986; Côté 1981). Ensuite, précisons que, depuis un bon moment déjà, la préoccupation épistémologique et théorique conduit le groupe à des efforts particuliers destinés à renouveler la théorie sociale générale, un renouvellement estimé impossible sans une théorie de l'action et une théorie des acteurs et des actrices offrant un traitement de la différenciation sexuelle (GRIDEQ 1982b et 1993). Enfin, diverses recherches ont donné lieu à des collaborations soutenues entre les membres du collectif, surtout des femmes, et bon nombre de groupes de femmes (Bonneau 1992; Gratton *et al.* 1992; Maison des femmes de Rimouski 1995).

Tant par les choix fondamentaux de son programme de recherche que par ses préoccupations épistémologiques et théoriques ainsi que par ses modes de collaboration avec le milieu, le collectif s'est donc situé par rapport aux femmes et au mouvement des femmes. Ces choix, ces préoccupations et ces collaborations seront maintenant présentés après quoi les orientations de quelques recherches menées actuellement et réunies sous l'appellation «Femmes actrices de changement»<sup>4</sup> seront évoquées. En conclusion, certains enjeux de la participation des femmes aux nouvelles instances politico-territoriales de gestion publique du développement local et régional seront discutés.

---

ici les modes d'organisation du GRIDEQ ou de sa culture organisationnelle, ces éléments (et leur souplesse) ayant beaucoup influé sur sa durée.

4. L'appellation renvoie au titre du mémoire de maîtrise en développement régional de Christiane Bérubé intitulé : *Des femmes du Bas-Saint-Laurent, actrices de changement et agentes de développement* (mai 1995). Remanié, ce travail a été publié dans Bérubé (1996).

## Le choix d'aborder de front le changement des systèmes sociétaux et l'agir des acteurs et des actrices : l'exemplarité du cas de l'Est-du-Québec

Si depuis quelques années au Québec et au Canada, tout comme dans bon nombre de pays du monde, l'ensemble des politiques publiques prônent vigoureusement l'adaptation des institutions et des organisations de la société civile aux défis et aux règles du commerce international concurrentiel, dans les faits, dans l'Est-du-Québec, laboratoire sociétal privilégié mais non unique du collectif, la mondialisation ne date pas d'hier. Vers 1780 déjà, un commerce maritime lucratif de la morue relie le village de Grande-Rivière en Gaspésie, tout comme d'autres de l'Est-du-Québec, à plusieurs villes d'Europe et d'Amérique latine (Lepage 1983; Cloutier, Lachance et Lelièvre 1991).

C'est à ces processus de constitution (sur plusieurs siècles) des industries des ressources naturelles (autour du poisson puis du bois et du minerai) qu'ont été surtout consacrés les premiers travaux du collectif (GRIDEQ 1982a; Côté *et al.* 1984; Proulx 1985) interrogeant les *circuits* par lesquels s'effectuent les échanges commerciaux, et les acteurs et actrices qui y participent, soulignant aussi l'importance des routes terrestres et maritimes, l'existence de lieux de production singuliers qui sont aussi alors souvent de petites communautés d'hommes, de femmes et d'enfants partageant non seulement des occupations mais des modes de vie. S'intéressant ainsi d'abord à la mise en place des industries, on a débouché sur une interrogation plus générale quant à la genèse et aux caractéristiques actuelles des formes communautaires elles-mêmes (Lévesque 1979; Bonneau 1984; Dionne, Klein et Larrivée 1986), des formes d'ailleurs tout aussi différenciées que les groupes sociaux, chaque village, chaque ville de l'Est-du-Québec disposant de «notables», et même dans quelques cas de «millionnaires», parfois véritables bâtisseurs d'un empire industriel ou financier (Bruneau 1985). Tout le contraire donc d'un espace homogène, socialement ou spatialement indifférencié.

Très tôt au GRIDEQ, les membres ont cherché à décrire et à expliquer ces différences spatiales et sociales en s'attaquant dès le début des années 80 à l'étude de la consommation des médias de masse et des nouvelles technologies de la communication (Jean, Lafontaine et Lévesque 1985) en fonction non seulement des classes sociales mais aussi de l'appartenance sexuelle et de la localisation en milieu urbain rimouskois ou montréalais. Les résultats indiquent des différences considérables dans les modes d'accès aux médias (journaux, hebdomadaires, télévision, radio) et la réceptivité aux informations, selon l'appartenance sexuelle, la place plus ou moins favorisée dans la production économique et la localisation en milieu urbain central ou périphérique<sup>5</sup>. D'autres travaux ont tenté de mieux documenter la situation des femmes, en tenant compte de la diversité

---

5. En gros : en milieu *urbain* montréalais (d'une région *centrale*), la lecture des journaux est plus importante qu'en milieu *urbain* d'une région *périphérique* (en l'occurrence le grand Rimouski), mais la réceptivité aux informations sociopolitiques y est moins grande, et ce, pour des groupes sociaux comparables. Les modèles de consommation des femmes des deux milieux sont apparus très semblables mais aussi très distincts de ceux des hommes, et leur réceptivité à l'information, moins grande.

de leurs modes de rattachement aux sphères publique et privée (Lafontaine et Boisjoly 1982; Rouleau 1988), considérant aussi les transformations de ces sphères et leurs impacts sur les femmes. On a également analysé le *devenir femme* à travers des réflexions sur les «configurations culturelles» propres aux femmes ou même de «nouvelles configurations» d'idées, de valeurs et de pratiques mises en avant par les femmes et les organisations de femmes (Lafontaine 1981 et 1987).

À partir des années 80, en tenant compte des rapports sociaux de sexe, on s'intéresse aussi de près aux conduites collectives dans l'Est-du-Québec, diverses recherches venant éclairer les types de revendications et de conduites prônées par les associations syndicales, les organismes de gestion en commun des ressources naturelles, les organismes communautaires et les groupes de femmes constitués en milieu tant urbain que rural (Blanchard et Doucet 1982; Blanchard 1986; Dionne, Klein et Larrivée 1986;). Si ces groupes partagent souvent des stratégies communes, des différences commencent à apparaître dans les modes d'organisation et la nature des revendications des organismes, notamment les groupes de femmes<sup>6</sup>. Les rapports complexes de pouvoir entre les personnes salariées au sein de ces groupes, celles qui y travaillent bénévolement et celles auxquelles les services sont destinés sont analysés sous l'angle de la question de la continuité de l'action collective autant que de son rapport à l'expérience démocratique, et ce, en tenant compte des rapports sociaux de sexe.

C'est donc au croisement de trois séries de questionnements portant sur les acteurs et les actrices (leurs caractéristiques, leurs liens), les systèmes sociospatiaux d'organisation de l'espace et les systèmes de gestion publique de l'aménagement et du développement que nous situons nos travaux, en intégrant au cœur de la perspective théorique elle-même la question de la différenciation sexuelle. La question de l'identité sexuelle des femmes et des hommes dans son rapport au développement individuel et collectif a été traitée et l'est toujours (Lafontaine 1995). Le collectif s'intéresse aussi aux revendications portées par les femmes et à leurs organisations, sous l'angle de leur rapport au mouvement des femmes comme mouvement social au cœur des enjeux de notre époque.

Sans exclure certaines divergences dans la conception des processus constitutifs du développement, une problématique générale oriente aujourd'hui les travaux de recherche et d'action du collectif. À son niveau le plus général, cette perspective stipule que les réalités sociales et humaines territorialisées

---

6. Durant les années 60 et 70 dans l'Est-du-Québec, l'action des femmes sur la scène publique locale ou régionale s'est d'abord effectuée sur une base plutôt personnelle, plusieurs d'entre elles étant par ailleurs très engagées dans des luttes sociales diverses visant l'obtention ou le maintien d'entreprises ou de services publics, y compris des services destinés aux femmes (contraception, soutien à la famille, garderies). Peu à peu cependant, divers organismes spécialement voués à l'amélioration des conditions de vie des femmes sont mis sur pied. En 1997, on recense près d'une quarantaine de groupes de femmes dans le Bas-Saint-Laurent et plus d'une vingtaine en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine (Conseil du statut de la femme 1997). Ces groupes sont aussi de plus en plus actifs sur la scène publique pour y revendiquer souvent un nouveau «projet de société» axé sur des valeurs communautaires. Si les structures de prise de décision et de pouvoir propres aux groupes de femmes apparaissent plus diffuses et moins hiérarchisées que celles d'autres groupes (syndicaux, de défense locale, etc.), les groupes de femmes de l'Est-du-Québec se sont par ailleurs donné des structures qui les réunissent en «table de concertation» (une pour chaque grande sous-région), chacune de ces tables entendant participer de plus en plus à diverses instances de gestion publique du développement régional et local (voir la note 10).

dans leur ensemble résultent d'une *action*, d'une *construction*, d'une production, d'un travail humain, symbolique, langagier et social de *mise en forme* plus ou moins sophistiquée de la matière, de la nature et du social. Les manières dont les êtres humains façonnent la matière, la nature et le social, les idées et les institutions qu'ils élaborent dans le cadre de ces échanges d'idées et surtout les «configurations» («architectures») variables que ces activités prennent précisément dans le temps et dans l'espace (Bruneau 1989; Côté et Lavertue 1992) constituent des objets centraux des analyses poursuivies. Intégré à cette perspective, le problème, lui aussi considéré comme fondamental, de la *répartition* sociale et spatiale des ressources fait surface. Ou, formulé autrement, on rencontre le problème des écarts (différences, inégalités, disparités) quant à la répartition (localisation, concentration, dispersion) des ressources, de l'activité économique et sociale ou plus simplement du *développement*. Si la perspective mise en avant repose sur des postulats (ontologiques), reconnaissant l'existence de la matière et de la nature et des structures sociales, les travaux mettent toutefois l'accent sur le rôle central et dynamique des *êtres humains* au regard de la construction du monde.

Ces préoccupations, au-delà de leurs dimensions théoriques ou analytiques et des débats intellectuels dans lesquels elles s'inscrivent<sup>7</sup>, soutiennent aussi diverses formes de collaboration avec des groupes de femmes de l'Est-du-Québec, du Québec et d'ailleurs. Cela est d'autant plus important qu'au Québec non seulement le gouvernement met actuellement en place une nouvelle génération d'instances locales de gestion publique (dont les nouveaux centres locaux de développement (CLD) traités plus loin), mais il a adopté récemment une série d'orientations (Secrétariat à la condition féminine 1997a et 1997b) visant à assurer une plus grande participation des femmes à la détermination des priorités et des choix en matière de développement local et régional. Reste à savoir et à observer si les femmes, misant notamment sur divers acquis et traditions de luttes, pourront profiter de ces changements institutionnels pour accroître véritablement leur contribution aux débats et aux choix démocratiques.

## **Des formes de collaboration d'hier et d'aujourd'hui avec des groupes de femmes**

Dans un contexte marqué par une volonté gouvernementale de régionalisation qui n'a pas cessé d'être exprimée, entraînant la mise en place d'institutions publiques régionales et locales, les membres du GRIDEQ ont agi souvent à titre de personnes-ressources auprès de plusieurs organismes et instances engagés dans les débats publics autour du développement régional et local. Les membres se sont aussi exprimés à de nombreuses reprises sur diverses politiques que les gouvernements fédéral et provincial comptaient

---

7. Ce sont des débats autour des concepts centraux de «développement» et de «région», mais aussi autour de l'existence et de la valeur des «paradigmes» dans le domaine des sciences sociales et humaines et, plus généralement, de l'interdisciplinarité (sa valeur, ses conditions, sa portée). Il y a également des débats autour de la valeur des méthodologies dites «qualitatives», et particulièrement celles associées à la recherche-action.

adopter et soumettaient à la consultation<sup>8</sup>, intégrant à plusieurs de leurs interventions des données ou des demandes concernant les femmes.

Bon nombre de recherches et d'activités de diffusion (colloques ou conférences, publications) furent instaurées et conduites en rapport étroit avec des groupes de femmes. C'est notamment le cas des recherches sur la violence conjugale (en collaboration avec un centre-femmes d'une petite ville) et sur la violence envers les femmes âgées (en collaboration avec une maison des femmes en milieu rural). Dans le premier cas, le défi consistait, *au-delà du masque du silence*, à aider les personnes-ressources à susciter les témoignages, les analyser et les diffuser, de manière à rejoindre les femmes violentées tout en amenant une prise de conscience collective des ravages humains, sociaux et du coût financier que de telles situations engendrent (Gratton *et al.* 1992; Thivierge 1993).

C'est d'autre part avec une volonté de soutenir un travail de «démystification de la chose politique» auprès des femmes que plusieurs femmes du collectif se sont engagées auprès du Club politique féminin. Fondé à Rimouski à la fin des années 80, dans la foulée des carrefours régionaux de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS), le Club a cherché, par la tenue d'activités publiques diverses (conférences, débats), à informer et à sensibiliser les femmes quant à une série de débats politiques (constitutionnels, électoraux) (Thivierge 1995 et 1996).

Autour de la thématique des Femmes actrices de changement, plusieurs autres recherches sont aujourd'hui en cours. Elles concernent étroitement la participation des femmes à la vie publique, c'est-à-dire à la construction tant des représentations publiques que des systèmes sociospatiaux urbains et ruraux de l'Est-du-Québec. C'est à ces travaux que nous aimerions consacrer la dernière partie de notre texte. Certains éléments propres au contexte de l'Est-du-Québec, particulièrement du Bas-Saint-Laurent, seront aussi évoqués.

## **La participation des femmes à la construction des choix publics : avenues de recherche**

Les recherches menées au GRIDEQ sur la thématique «Femmes actrices de changements», si elles ont encore à donner leurs fruits, s'inscrivent dans la poursuite d'efforts de recherche et d'actions passées dont nous avons parlé plus haut. Ces recherches et ces actions sont d'ailleurs étroitement liées à la dynamique de l'Est-du-Québec et du Québec.

Aujourd'hui, après 30 ans de régionalisation, l'Est-du-Québec est constitué de deux grandes régions politico-territoriales et administratives : le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie (avec les Îles-de-la-Madeleine), comportant respectivement huit et six municipalités régionales de comté (MRC), ces instances politico-territoriales supramunicipales créées en 1979 dans tout le Québec. La concertation des MRC s'effectue largement par l'intermédiaire du

---

8. Ces interventions, généralement sous forme de «mémoire» déposé et parfois défendu (devant des commissions et jusqu'à l'Assemblée nationale), ont touché plusieurs domaines, notamment le développement régional et local (1982, 1986, 1993), le développement culturel, des arts ou des universités (1975, 1979, 1982, 1990), l'avenir constitutionnel du Québec (1990, 1995), la réforme de l'assurance chômage (1995), la participation des femmes aux instances publiques (1996).

Conseil régional de concertation et de développement (CRCD<sup>9</sup>), où le monde municipal est certes très important mais où siègent aussi d'autres organismes<sup>10</sup>. Chaque MRC de l'Est-du-Québec, quant à elle, rassemble de nombreuses municipalités urbaines et rurales de taille généralement très petite, quelques-unes se révélant toutefois plus peuplées, la plus grande étant Rimouski avec sa population de 32 397 personnes (en 1996). Les rapports ville-campagne restent tendus<sup>11</sup>, surtout ceux entre les villes dites «villes-centres» et les très petites municipalités.

Au sujet des efforts accomplis en matière de développement régional au Québec (Côté, Klein et Proulx 1995 et 1997), et particulièrement dans cette vaste région depuis les années 60, les évaluations varient selon un large spectre. Mais le paysage de l'Est-du-Québec demeure lui aussi fortement contrasté d'une MRC, et même d'une municipalité, à l'autre (de certains quartiers à d'autres). Des zones dont la population, les services et les emplois déclinent en côtoient d'autres qui connaissent une véritable *renaissance* culturelle, politico-administrative ou économique (La Pocatière, Saint-Cyprien, Rimouski, Trois-Pistoles). Dans l'ensemble, si ces efforts ont contribué à rendre accessibles des services d'éducation (dont les études collégiales et universitaires), de santé, de communication, s'ils ont débouché sur la mise en place d'une foule d'instances, d'organismes et d'initiatives diverses, il demeure que la Gaspésie voit chaque année sa population décliner, tandis qu'au Bas-Saint-Laurent elle se maintient difficilement. Parmi les MRC du Bas-Saint-Laurent, seule celle de Rimouski-Neigette (population : 52 574) a connu depuis 1991 une croissance démographique significative. Ce fond démographique trouble (Larrivée 1994) indique bien que des processus puissants sont toujours à l'œuvre, incitant des personnes et des ménages, jeunes surtout, à vouloir s'établir plus à l'ouest et plus au sud, là où, juge-t-on, les perspectives (d'emploi, de bonheur, de «fortunes» diverses...) semblent meilleures (Côté 1997).

Pourtant, d'autres acteurs et actrices mettent en avant des *images* tout autres insistant sur la beauté exemplaire des paysages, la vitalité de la vie associative et institutionnelle, l'existence de réseaux d'établissements d'éducation et de recherche axés sur la mise en valeur durable des ressources naturelles à des fins bio-alimentaires, pharmaceutiques, énergétiques (CRCD 1991). Rappelons l'implantation, tôt dans l'Est-du-Québec, d'industries importantes de la téléphonie et des communications (CRCD 1997) et ce que l'héritage institutionnel dans ce domaine pourrait soutenir dans l'avenir. De ce côté aussi donc, des représentations du territoire et d'un avenir possible sont

- 
9. Il s'agit d'une instance qui existe depuis près de 30 ans et qui demeure située au cœur des enjeux d'une décentralisation et même d'un «gouvernement régional» revendiqués par de nombreux organismes au Québec, dont plusieurs groupes de femmes. Sa composition et ses mandats ont cependant varié à travers le temps. Sur les premières années du CRCD de l'Est-du-Québec, le premier institué au Québec, voir Jutras (1981).
  10. De 1993 à 1997, les CRCD ont eu, et ce, dans toutes les régions du Québec, la responsabilité d'établir les plans d'orientations stratégiques régionaux et, par la suite, les ententes-cadres signées avec le Gouvernement du Québec. Durant la même période, les CRCD furent aussi responsables de l'attribution de fonds de développement importants (quelques millions par région). L'adoption, en 1997, d'une nouvelle politique de développement régional et la création de nouvelles instances locales (les CLD) amorcent une nouvelle période, plusieurs aspects de la réforme restant à préciser et à mettre en œuvre.
  11. Sur cette question estimée cruciale (dans l'Est-du-Québec, au Québec et dans le monde) des rapports ville-campagne dans l'Est-du-Québec, voir : GRIDEQ (1976 et 1989); Lafontaine (1982); Jean (1991); Pigeon (1991).

également proposées. Néanmoins cet avenir n'est pas assuré. Les baisses de population mentionnées plus haut provoquent en plusieurs endroits, surtout en milieu rural, des effets divers : écoles que l'on songe à fermer, services qui diminuent, personnel que l'on réduit, emplois publics qui disparaissent. Comme le financement de base de plusieurs services publics était fonction du nombre d'usagers et d'usagères, ou encore de la population régionale totale, on aura parfois du mal, même en milieu urbain, à poursuivre l'offre de certains services. À cela s'ajoutent diverses mesures générales de réduction des dépenses publiques.

Pourtant, par ailleurs, jamais la vie associative n'aura été si étendue, l'objectif de l'intégration des femmes aux principales instances de décision étant vigoureusement poursuivi au Bas-Saint-Laurent où, souvent plus que dans toute autre région, elles participent aux débats entourant l'orientation et la mise en œuvre du développement régional. Une des recherches en cours porte d'ailleurs sur la participation des femmes et des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent à la mise en place (d'ici à avril 1998) des nouveaux centres locaux de développement (CLD), un par territoire de MRC. Voulu entièrement gérée par le milieu local, cette instance publique est censée devenir «l'unique porte d'entrée pour appliquer les mesures de soutien aux entrepreneurs individuels et collectifs» (Secrétariat au développement des régions 1997a). Prévus dans la nouvelle Politique de soutien au développement local et régional publiée en avril 1997 (Secrétariat au développement des régions 1997b) par le gouvernement du Québec, la mise en place des CLD est aussi «surveillée» de près par l'ensemble des groupes de femmes au Québec, leur participation directe à la prise en charge de la gestion publique du développement régional et local étant (mais depuis quelques années à peine) considérée comme un objectif important. Or, on constate que dans les instances publiques déjà en place depuis quelques années, de même que dans les anciens espaces politiques comme les municipalités, la représentation des femmes demeure nettement en deçà de leur apport à la collectivité. Les quelques données quantitatives qui suivent l'illustrent, tout en soulignant qu'en ce qui concerne certaines instances, surtout à l'échelle régionale, la représentation des femmes est dans le Bas-Saint-Laurent généralement moins mal assurée, disons, qu'ailleurs au Québec.

Tableau comparatif de la représentation féminine  
dans les instances politiques locales et régionales,  
Bas-Saint-Laurent, moyenne québécoise

Instances politiques locales	Bas-Saint-Laurent			Moyenne québécoise (%)
	F	H	%	
Mairesse	19	134	14,2	9,1
Conseillères	188	806	23,3	20,1
Présidentes d'une commission scolaire (y compris la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine)	5	17	29,4	38,7
Femmes commissaires	95	215	44,2	46,4
Membres du conseil d'administration du Conseil régional de développement	13	48	27,1	18,0
Membres du conseil exécutif du Conseil régional de développement	2	9	22,2	18,2
Membres du conseil régional de la Société de développement de la main-d'œuvre	8	17	47,1	36,9
Membres du conseil d'administration de la Régie régionale de la santé et des services sociaux	7	23	30,4	33,5

Source : Secrétariat à la condition féminine (1997a : 44-48). Les données concernent l'année 1996, sauf dans le cas des commissions scolaires et de la Société de développement de la main-d'œuvre (1994).

Des huit MRC du Bas-Saint-Laurent, seule la MRC de Kamouraska a une préfète à sa tête. Dans le contexte des *récentes* transformations du rôle des instances publiques, les groupes de femmes de l'Est-du-Québec, réunis en deux grandes tables de concertation<sup>12</sup>, cherchent à s'assurer d'une représentation équitable des femmes dans les instances nouvelles ou plus anciennes. La Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent, qui regroupe dix-sept groupes de femmes, a récemment formé quatre comités directement reliés aux nouveaux espaces de pouvoirs<sup>13</sup>. Précisons qu'en 1995, dans la foulée de la Marche des femmes contre la pauvreté, plusieurs organisations de femmes espéraient voir mieux soutenues les structures du mouvement communautaire

12. Voir la note 6. Ces deux tables de concertation des groupes de femmes n'en formaient qu'une jusqu'à tout récemment, mais elles fonctionnent maintenant sur la base des deux grandes régions administratives. En Gaspésie, la Table regroupe quatorze groupes de femmes. Comme dans le Bas-Saint-Laurent, il s'agit d'organismes divers. On y retrouve autant des centres (maison) d'hébergement venant en aide aux femmes violentées que des organismes visant à la promotion des intérêts des femmes (travailleuses, agricultrices, handicapées, divorcées, entrepreneures et femmes actives au sein de l'Église par exemple), l'amélioration des conditions de vie, l'autonomie et l'accès au travail ainsi que des services alternatifs de suivi en matière de grossesse et d'accouchement. Ces groupes sont surtout présents en milieu urbain, mais on en trouve aussi en milieu rural.

13. Ce sont les comités dits de développement régional, de santé et des services sociaux, de coalition régionale contre la pauvreté et d'économie sociale.

avec la création de ce nouveau champ d'action que constituait «l'économie sociale». Par la suite, le gouvernement du Québec créait un groupe de travail sur l'économie sociale et inscrivait ses activités dans le cadre du Sommet socio-économique pour l'emploi, conférence où des objectifs de réduction du déficit (et des dépenses publiques) furent également proposés et entérinés. La création des nouvelles institutions de gestion locale destinées à stimuler la création d'emploi et le développement local a par la suite été envisagée, leur mise en place (à l'intérieur de certaines balises) étant placée sous la responsabilité d'instances régionales déjà constituées (dont le CRCQ).

Dans le Bas-Saint-Laurent, par son comité de l'économie sociale, la Table de concertation est très active dans ce processus et des membres du GRIDEQ accompagnent l'opération en tant que conseillères ou conseillers et par la préparation d'un portrait global des activités, des organismes et des entreprises d'économie sociale de la région destiné à enrichir le cadre d'orientation et les stratégies d'action du comité. Présentement, ce comité qui œuvre à l'échelle régionale a toujours pour mandat de dégager les orientations en ce qui concerne l'économie sociale et de procéder à l'évaluation et à la distribution des fonds réservés aux projets. Mais déjà la Table doit tenir compte de l'arrivée des nouveaux CLD qui agiront à l'échelle supramunicipale, plus particulièrement celle de la MRC. À titre de guichet unique de soutien à l'entrepreneuriat, le CLD est censé réserver une partie de son budget aux projets d'économie sociale. La Table veut s'assurer que les nouveaux CLD compteront des femmes et que le dossier de l'économie sociale continuera d'être traité à l'échelle de la MRC. Cette préoccupation semble partagée par la députée provinciale de la circonscription électorale de Rimouski qui annonçait récemment que la sélection des membres du conseil d'administration du CLD de la MRC de Rimouski-Neigette devrait respecter la parité des sexes<sup>14</sup>. La Table de concertation déploie des efforts dans toutes les MRC de la région pour exiger au moins un siège-femme dans les nouveaux CLD, en attendant que la parité soit réalisée. On craint en particulier que ces nouvelles structures ne soient d'emblée monopolisées par les actrices et les acteurs associés aux entreprises de développement économique et aux milieux d'affaires.

En ce qui concerne le bien-être et la qualité de vie des femmes de la région, les actrices de la Table de concertation ont obtenu la création d'un comité conseil sur la condition féminine afin de guider la Régie régionale de la santé et des services sociaux dans la réalisation de son plan d'action. Responsables du comité conseil, les actrices en question se sont associées à des chercheuses du GRIDEQ qui travaillent déjà à l'étude des conséquences du virage ambulatoire sur les femmes soignantes, qu'elles œuvrent à l'hôpital, dans un centre local de services communautaires (CLSC), dans le mouvement communautaire ou à la maison<sup>15</sup>.

14. Discours prononcé lors de la réunion d'information de la création du CLD de la MRC de Rimouski-Neigette, le 3 décembre 1997.

15. La recherche, débutée sur une base exploratoire en 1996, est menée par une équipe multirégionale qui collabore avec l'AFEAS et Condition féminine Canada. Aujourd'hui, elle se poursuit avec des partenaires publics dont des régies régionales. L'équipe de recherche s'intéresse toujours à cinq régions du Québec: l'Outaouais (Denyse Côté, Université du Québec à Hull (UQAH)); Montréal-Centre (Nancy Guberman et Pierre Jobin, Université du Québec à Montréal (UQAM)); Québec (Francine Saillant et Éric Gagnon, Université Laval); le Saguenay (Marielle Tremblay, Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)) et le Bas-Saint-Laurent (Nicole

Par ailleurs, une autre recherche, amorcée<sup>16</sup> en 1996 sous le titre général suivant : *Les villes et le développement régional, met en rapport l'étude des systèmes d'échanges (de production économique et de régulation politique) et les stratégies des actrices et des acteurs locaux (municipaux, supramunicipaux et régionaux), du Bas-Saint-Laurent, comme on peut en retrouver la trace dans les débats apparus sur la scène politico-journalistique régionale depuis quelques années. Comment les femmes et les groupes de femmes interviennent-ils dans ces débats? Comment les intérêts des femmes s'y expriment-ils et s'articulent-ils par rapport aux revendications et aux projets mis en avant par les personnes rattachées à divers organismes et instances? Dans l'étude en cours, il s'agit d'analyser des articles publiés entre 1995 et 1997 dans des quotidiens et hebdomadaires diffusés dans le Bas-Saint-Laurent, articles réunis dans une revue de presse compilée sous forme de dossier par le CRCO et acheminée mensuellement à une soixantaine d'agences, d'organismes et de personnes de la région. L'analyse des contenus de ces articles, comme discours public politico-journalistique, permettra de décrire les actrices et les acteurs qui s'expriment : ce qu'ils disent, ce qu'ils veulent, ce qu'ils disent faire ou vouloir faire avec d'autres, mais aussi comment leur discours est rendu par la presse, interprété et présenté à la population. Plus encore, cette approche permettra de reconstituer, du moins en partie par les matériaux qui la caractérisent, une dynamique politique socioterritoriale faite de liens et d'échanges, notamment symboliques entre organismes, que d'autres démarches d'enquête, valables en elles-mêmes, pourraient ignorer. Il est aussi envisagé que ce travail de coproduction (entre responsables publics et journalistes) des représentations publiques (des problèmes, du pensable, du traitable, du souhaitable et du souhaité) constitue un nouveau mécanisme puissant de légitimation et de régulation politique.*

## Conclusion

Nous avons voulu dans les pages qui précèdent brosser à grands traits un tableau d'efforts de réflexion et de mobilisation collectives d'actrices et d'acteurs qui *quelque part*, là-bas dans l'Est-du-Québec, depuis cette institution sociale tout à fait particulière qu'est l'université, mais aussi depuis quantité d'autres lieux d'action et d'initiative, s'efforcent, souvent ensemble, de revoir et de renouveler les cadres de l'action collective et les outils d'analyse autant que les façons de faire et les systèmes d'action.

Caractérisant ce vaste territoire intégré depuis plusieurs siècles aux circuits d'exploitation des ressources naturelles, nous en avons indiqué l'*exemplarité*, et ce, depuis fort longtemps et sur plusieurs plans, puisque c'est là notamment que furent menées à partir des années 60 les premières expériences québécoises d'aménagement régional, ensuite proposées à toutes les régions du Québec.

---

Thivierge, Université du Québec à Rimouski (UQAR)). Une synthèse régionale de la recherche exploratoire pour le Bas-Saint-Laurent est en cours (Côté *et al.* 1997).

16. Cette recherche, tout en ayant son cadre théorique et sa méthodologie propres, est intégrée au programme intitulé *Les villes et le développement régional : effets de systèmes et stratégies des acteurs*, lequel réunit des personnes de l'ENAP (Serge Belley), de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) (Luc Normand Tellier), de l'UQAM (Richard Morin et Robert Pétrelli) et de l'UQAR (Danielle Lafontaine), autour des trois axes suivants : dynamique spatiale des espaces urbains et développement régional; gestion locale et fiscalité municipale: nouvelles stratégies de soutien au développement urbain et régional; partenariat local et dynamisme des villes: outils du développement régional.

Nous avons aussi souligné qu'après 30 années d'efforts de développement régional, de nombreux problèmes sévissaient toujours dans l'Est-du-Québec (exode rural, sous-emploi, précarisation sociale) même si plusieurs villes et villages y connaissent une effervescence économique et culturelle prometteuse.

Dans la poursuite d'objectifs de lutte contre le chômage et l'exclusion, l'exode forcé et l'approfondissement des inégalités sociales, à la suite de l'adoption de politiques nouvelles, on y expérimente aussi, comme nous nous sommes efforcées de le montrer, de nouveaux modes de gestion publique. Mais au-delà des améliorations que l'on cherche à apporter aux dispositifs de participation politique démocratiques et aux mécanismes de suivi et d'évaluation des projets, ces nouvelles formules axées sur la coopération et le partenariat ainsi que la conclusion d'ententes autour de la réalisation de projets, mettent mieux en évidence le rôle des *personnes* participant à ces processus, la qualité de leur engagement ou de leurs actions pouvant «faire une différence».

Ces changements sont toutefois loin d'être simples à réaliser ou loin de déboucher rapidement sur des solutions miracles. Les acteurs, et surtout les actrices, n'ont ni nécessairement les mêmes pouvoirs, les mêmes statuts, les mêmes ressources. Les occasions de discordes abondent. Si la *régionalisation* a accru les moyens et les marges de manœuvre dans certains domaines, la *décentralisation* (sans en exagérer par ailleurs les vertus), quant à elle, est loin d'être solidement implantée dans l'ensemble de l'appareil public, l'approche sectorielle étant toujours prédominante. Pointent aussi de nouveaux risques de «technocratisation du local» (Bonneau 1986) et de bureaucratiation des processus, notamment par la multiplication des normes, celles-ci étant appuyées sur des langages de plus en plus spécialisés. Sans compter le recours généralisé à l'«expertise» et la tendance à la judiciarisation des rapports, l'entente contractuelle écrite, en dépit de son intérêt dans certaines situations, risquant d'évincer les formules mettant l'accent sur la tenue de débats publics et le dialogue.

Plus présentes que jamais dans l'ensemble des structures publiques anciennes ou nouvelles, les femmes y sont néanmoins encore largement sous-représentées. À travers l'*institué* qu'elles cherchent de plus en plus à investir et dont elles font l'apprentissage, mais aussi à partir d'organisations qu'elles se sont données et d'autres organisations de la société civile ou même sur des bases personnelles, plusieurs, en situation concrète d'interaction, deviennent des actrices de changement. Des actrices qui sont d'abord des *personnes*. Des actrices qui ont des intérêts, des intentions, des revendications multiples et diversifiées, parfois divergentes. Des actrices capables de persuader, de négocier, d'arbitrer. Cela ne signifie pas qu'elles sont en mesure de tout dire et de tout faire. L'action sociale n'est jamais entièrement «libre» (ou purement «endogène» ou introduit déterminée). Cependant, la portée sociale, économique ou culturelle de certaines décisions ou actions peut être considérable, ce que nous réalisons aussi de mieux en mieux, cherchant de plus en plus *délibérément* à «construire» nos cadres de vie, et plus précisément, les cadres politico-territoriaux du développement urbain et rural. La volonté d'étendre l'exercice de ce pouvoir-là au plus grand nombre renvoie à l'essence même du projet et de l'expérience démocratique. Une expérience qui, loin d'être achevée, se poursuit toujours au Québec, à partir de multiples lieux et contextes particuliers que des femmes et des hommes ont marqués et dont l'avenir reste à assurer. Actrices

nouvellement engagées sur les scènes publiques, dans toutes les régions du Québec (Côté *et al.* 1995; Lafontaine 1994), les femmes apparaissent de plus en plus résolues à participer pleinement à la gestion des affaires de la cité, et ce, sur des modes émergents non encore complètement bureaucratisés qu'elles pourront ainsi contribuer à définir et à façonner.

*Danielle Lafontaine*  
*Département des sciences humaines et du développement régional*  
*Université du Québec à Rimouski*

*Nicole Thivierge*  
*Département des sciences humaines et du développement régional*  
*Université du Québec à Rimouski*

## RÉFÉRENCES

### ASSEMBLÉE NATIONALE

1997 Projet de loi 171, Loi sur le ministère du Développement des régions. Québec, Gouvernement du Québec.

### BÉRUBÉ, Christiane

1996 *Femmes engagées : pour une pratique alternative de développement*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, coll. Témoignages et analyse, 6.

### BLANCHARD, Marie

1986 *Organisations populaires et transformation sociale. Le R.O.C.C.R.* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, coll. Cahiers du GRIDEQ, 18.

### BLANCHARD, Marie et Diane Doucet

1982 *Conduites collectives et intégration des objectifs d'aménagement dans l'espace de l'Est du Québec*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ.

### BONNEAU, Micheline

1984 «Développement régional et développement coopératif : vers la reconnaissance d'une nouvelle culture politique», in Bruno Jean, Danielle Lafontaine et Benoît Lévesque, *Consommation des mass-médias, régions et classes sociales*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, coll. Cahiers du GRIDEQ, 15 : 209-224.

1986 «L'aménagement : outil de technocratisation du local», in Hugues Dionne, Juan-Luis Klein et Jean Larrivée (dir.), *Vers de nouveaux territoires intermédiaires?* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ,/GRIR, coll. Actes et instruments de la recherche en développement régional, 3 : 7-15.

1992 *Inventaire des pratiques d'interventions auprès des personnes âgées dans la région du Témiscouata*. Rapport soumis au Centre des femmes du Témiscouata, avril.

BRUNEAU, Pierre

- 1985 «Le rôle de l'État et des bourgeoisies urbaines dans la production d'espaces de loisirs au Québec», *Cahiers de géographie du Québec*, 29 : 67-78.
- 1989 *Les villes moyennes au Québec. Leur place dans le système socio-spatial*. Québec, Presses de l'Université du Québec.

CLOUTIER, O'Neil, Armand Lachance et George Lelièvre

- 1991 *D'hier à demain : la pêche maritime au Québec*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, coll. Témoignages et analyse, 2.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

- 1997 *Répertoire des groupes de femmes du Québec*. Québec, CSF, mis à jour en janvier (à paraître).

CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT (CRCD)

- 1991 *À l'œuvre. Plan stratégique 1991-1994*. Rimouski, CRCD.
- 1997 *Plan d'action pour le développement des NTCl dans le Bas-Saint-Laurent*. Rimouski, CRCD.

CÔTÉ, Denyse, et al.

- 1995 *Du local au planétaire : réflexions et pratiques de femmes en développement régional*. Montréal, Éditions du remue-ménage.

CÔTÉ, Denyse, et al.

- 1997 *Les incidences du virage ambulatoire et des mesures d'économie sociale sur les femmes du Québec*. Rapport préliminaire déposé auprès de Condition féminine Canada. Hull, juin.

CÔTÉ, Pauline

- 1981 *L'idéologie du BAEQ et les relocalisés de l'Est du Québec*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, coll. Cahiers du GRIDEQ, 6.

CÔTÉ, Serge

- 1997 «Migrer : un choix ou une nécessité. Une enquête à l'échelle d'une région», in Madeleine Gauthier (dir.), *Pourquoi partir? Les migrations des jeunes d'hier et d'aujourd'hui*. Ville Saint-Laurent, IQRC : 63-86.

CÔTÉ, Serge, et al.

- 1984 *Les structures productives d'une région périphérique, l'Est du Québec, (1896-1980)*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, coll. Documents généraux.

CÔTÉ, Serge et Robert Lavertue

- 1992 *Régions et interrelations économiques au Québec*. Québec, OPDQ, coll. Dossiers de développement régional.

CÔTÉ, Serge, Juan-Luis Klein et Marc-Urbain Proulx (dir.)

1995 *Et les régions qui perdent?* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ/GRIR/Département de géographie de l'UQAM, coll. Tendances et débats en développement régional.

1997 *Action collective et décentralisation.* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ/GRIR, coll. Tendances et débats en développement régional.

DIONNE, Hugues, Juan-Luis Klein et Jean Larrivée (dir.)

1986 *Vers de nouveaux territoires intermédiaires?* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ/GRIR, coll. Actes et instruments de la recherche en développement régional, 3.

GRATTON, Raymonde, *et al.*

1992 *Femmes violentées. Derrière le masque du silence.* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, coll. Témoignages et analyse, 6.

GRIDEQ

1976 *La problématique du développement en milieu rural.* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ.

1982a *Industrie manufacturière et développement inégal des régions du Québec.* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ.

1982b *Plan de développement, chantiers et programmation de recherche. 1982-1985.* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ.

1989 *Les villages ruraux menacés : le pari du développement.* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ/Institut de développement Nord-Sud (IDNS), coll. Actes et instruments de la recherche en développement régional, 7.

1993 *Développement régional. Problématique et programmation de recherche du GRIDEQ.* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ.

JEAN, Bruno

1991 «L'interdépendance entre la campagne et la ville est plus forte que jamais», *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> février : B-8.

JEAN, Bruno, Danielle Lafontaine et Benoît Lévesque

1985 *Consommation des mass médias, régions et classes sociales.* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, coll. Cahiers du GRIDEQ, 15.

JUTRAS, Johanne

1981 *Le Conseil régional de développement de l'Est du Québec.* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, coll. Cahiers du GRIDEQ, 8.

LAFONTAINE, Danielle

- 1981 «Profondeur historique et dimension politique de la cause des femmes», *Devenir de femmes, Cahiers de recherche éthique*, 8 : 21-38.
- 1982 «Associer urbains et ruraux dans une stratégie», *Le Devoir*, 14 janvier : 28.
- 1987 «Identité et créativité», in Marisa Zavalloni, *Émergence d'une culture au féminin*. Montréal, Éditions Saint-Martin : 41-48.
- 1994 «L'expérience québécoise du développement régional et les femmes : la recherche d'une nouvelle citoyenneté», in *Femmes et région, de tous les débats*. Québec, Conseil du statut de la femme : 15-43.
- 1995 «Études féministes et paradigmes du développement : de l'interpellation à l'articulation», in Denyse Côté et al., *Du local au planétaire : réflexions et pratiques de femmes en développement régional*. Montréal, Éditions du remue-ménage : 41-77.

LAFONTAINE, Danielle (dir.)

- 1986 *Psychanalyse et changement social : réflexions épistémologiques sur la question du développement*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, coll. Actes et instruments de la recherche en développement régional, 2.

LAFONTAINE, Danielle et Johanne Boisjoly

- 1982 «Mutations des sphères publiques et privées : l'arrivée aux limites d'un régime?», in Lise Pilon-Lê et André Hubert (dir.), *Les enjeux sociaux de la décroissance*. Montréal, ACSALF, Cahiers de l'ACFAS, Éditions Saint-Martin : 149-171.

LARRIVÉE, Jean

- 1994 «1951-1991 : quarante ans d'exode rural», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, XVII, 1 (janvier) : 30-33.

LEPAGE, André

- 1983 *Le capitalisme marchand et la pêche à la morue en Gaspésie. La Charles Robin and Company dans la Baie des Chaleurs (1820-1870)*. Thèse de doctorat en anthropologie, Québec, Université Laval.

LÉVESQUE, Benoît (dir.)

- 1979 *Animation sociale et entreprises communautaires et coopératives*. Montréal, Albert Saint-Martin.

MAISON DES FEMMES DE RIMOUSKI

- 1995 *Des femmes sont demandées en avant sur la scène locale et régionale, Actes du Forum tenu à l'Université du Québec à Rimouski*. Rimouski, Maison des femmes de Rimouski, 11 mars.

PAGEON, Claude

- 1991 *L'identité territoriale : la dualité rurale-urbaine dans la Municipalité régionale de comté Les Basques*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, coll. Actes et instruments de la recherche, 8.

PROULX, Louise

- 1985 *Les chantiers forestiers de la Rimouski (1930-1940). Techniques traditionnelles et culture matérielle.* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, coll. Cahiers du GRIDEQ, 16.

ROULEAU, Linda

- 1988 *Pouvoir local et développement dans la Vallée de la Matapédia, 1974-1983.* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, coll. Actes et instruments de la recherche en développement régional, 5.

#### SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

- 1997a *La place des femmes dans le développement des régions, 5<sup>e</sup> orientation,* Québec. Québec, Gouvernement du Québec.
- 1997b *Un avenir à partager, la politique en matière de condition féminine : programme d'action 1997-2000 pour toutes les Québécoises.* Québec, Gouvernement du Québec.

#### SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

- 1997a *Guide d'implantation des centres locaux de développement.* Québec, Gouvernement du Québec.
- 1997b *Politique de soutien au développement local et régional.* Québec, Gouvernement du Québec.

THIVIERGE, Nicole

- 1993 «Expérience d'une recherche-action féministe auprès de femmes violentées : réflexions autour de l'objectivité en histoire», in F. Descarries et C. Corbeil (dir.), *Recherche-action et questionnements féministes.* Montréal, Université du Québec à Montréal : 83-91.
- 1995 «Femmes, politique et région : la présence du Club politique féminin du Bas-Saint-Laurent», in Évelyne Tardy (dir.), *Femmes et pouvoir.* Montréal, Université du Québec à Montréal : 119-135.
- 1996 «Les femmes dans l'histoire de Rimouski : la face cachée du développement», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, XIX, 2 (49), juin : 97-104.

THIVIERGE, Nicole (dir.)

- 1994 *Savoir et développement : pour une histoire de l'UQAR.* Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ.